

Numéro 138 - 12 novembre 2016

Sur la signification de l'élection présidentielle aux États-Unis La fin du «business as usual»



Manifestation à Boston contre l'élection de Donald Trump le 9 novembre 2016.
Les manifestations ont commencé à l'échelle des États-Unis à peine quelques heures après
que l'élection de Trump ait été confirmée.

Sur la signification de l'élection présidentielle aux États-Unis

- La fin du «business as usual»

Un an du pouvoir libéral

- Le gouvernement s'apprête à lancer une nouvelle consultation en ligne sur la réforme électorale
- L'insensibilité des libéraux de Justin Trudeau face aux problèmes de la jeunesse - *Pierre Chénier*
- Le Canada s'enfonce dans une voie de trahison - *Enver Villamizar*

Conférence ministérielle de l'OTAN et développements connexes

- Non à l'encerclement de la Russie! Démantelons l'OTAN!
- Renforcement des forces militaires canadiennes en Europe de l'Est et dans les États baltes

Sur la signification de l'élection présidentielle aux États-Unis

La fin du «business as usual»



Débrayage des étudiants de l'école secondaire Berkeley, en Californie, pour protester contre l'élection de Trump le 9 novembre 2016

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) considère que l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis le 8 novembre signifie que la nouvelle administration américaine représentera l'exercice du pouvoir des oligopoles par les pouvoirs policiers sans limites. Cette élection a plongé les peuples des États-Unis et du monde dans une situation encore plus dangereuse qu'avant.



Le 5 novembre, à quelques jours de l'élection, le PCC(M-L) écrivait :

« ...la campagne a révélé à quel point l'État et le système de gouvernance américains opèrent par la corruption et la coercition et à quel point le peuple est privé de pouvoir politique ». Il notait que l'effort pour priver le peuple du pouvoir est « l'autre aspect très important du pouvoir d'État entre les mains de l'oligarchie financière. L'élite impérialiste dominante parvient à priver le peuple du pouvoir en le privant d'une conception du monde, d'une façon de voir l'ensemble des problèmes posés pour qu'on puisse calmement les démêler et leur trouver

des solutions. »

La même chose vaut pour ce qui est de l'analyse des résultats de l'élection. Tout est fait pour « priver le peuple d'une conception du monde, d'une façon de voir l'ensemble des problèmes posés pour qu'on puisse calmement les démêler et leur trouver des solutions ».

Quels sont les verdicts de cette élection selon l'élite impérialiste dominante ? Pour le camp Clinton, le verdict est que c'est l'apocalypse annoncée et que les valeurs et la vision d'Hillary Clinton sont la seule chose qui nous sépare de l'apocalypse, comme elle l'a dit durant la campagne. Le camp Trump, lui, prétend avoir créé un « mouvement » anti-establishment qui veut s'attaquer aux problèmes de l'économie et « arrêter de perdre notre temps ». Les deux camps s'entendent pour dire que maintenant que l'élection est terminée, tous doivent se rallier au devoir de la Constitution, celui d'assurer une transition en douce et d'unir l'Amérique.



Chicago le 9 novembre 2016

Clinton ne concède rien pendant que Trump entreprend de « redonner à l'Amérique sa gloire perdue »

Mise à part la présidence, Hillary Clinton n'a rien concédé dans son discours de concession, pas même sa défaite. Bien qu'elle n'ait pas réussi à unir l'Amérique derrière sa vision et ses valeurs, elle a dit qu'elle va continuer de défendre cette vision et ces valeurs et a appelé ses partisans à le faire aussi. C'est la vision qui utilise l'agression et la guerre comme tactique de négociation, qui blâme la Chine pour le déclin de l'économie américaine et qui fait de la Russie l'ennemi principal des États-Unis. Elle est captée dans cette expression utilisée durant l'élection, que les États-Unis sont « la nation indispensable », qui laisse entendre que toutes les autres ne le sont pas. Cette vision a également été exprimée par Hillary Clinton en 2008 lorsqu'elle a dit que les États-Unis pouvaient « effacer l'Iran de la carte » et en 2011 lorsqu'elle a accueilli la nouvelle de l'assassinat du leader libyen Mouammar Kadhafi en disant : « Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort. »



Portland le 9 novembre 2016

Dans son discours de victoire, Donald Trump a pris le soin de mentionner que plusieurs généraux l'ont appuyé, comme l'ont fait aussi la National Rifle Association, Rudolph Giuliani, qui était maire de New York lors des attentats du 11 septembre 2001, et d'autres comme lui qui sont en faveur des pouvoirs policiers déchaînés que Trump considère nécessaires pour « redonner à l'Amérique sa gloire perdue ». Les principaux arguments de sa campagne étaient que le système américain est brisé ou truqué, que la position des États-Unis dans le monde a été affaiblie et que seulement un président avec une personnalité forte comme lui peut remettre l'Amérique dans le droit chemin. Sa stratégie est d'être « engagé » et que tout est dans l'art de conclure un accord. Le soir de la victoire il a dit : « J'ai passé ma vie dans le monde des affaires et j'ai remarqué trop de

projets et de gens au potentiel inexploité partout sur la planète » et « c'est ce que je m'engage à faire pour notre pays ».

Il faut blâmer l'État et non le peuple pour le racisme, le sexisme et la conception du monde anti-classe ouvrière



Minneapolis le 10 novembre 2016

Après l'élection, la section des médias et des experts, commentateurs et célébrités qui se prétendent progressistes et civilisés a fait l'étalage de stéréotypes racistes, sexistes et antouvriers, qu'elle attribue à Trump. Selon elle, les États-Unis sont divisés entre les gens instruits et les gens non instruits et c'est « la classe ouvrière blanche » qui est à blâmer pour la défaite de Clinton. Dans le stéréotype propagé, la classe ouvrière américaine est en gros constituée de tous ceux qui n'ont pas de diplôme collégial et la « classe ouvrière blanche » est raciste, sexiste, suprémaciste, xénophobe, arriérée, non instruite et non civilisée. Les êtres humains sont des catégories de choses et non des personnes dans ce stéréotype.

Tout est fait pour cacher que c'est l'État américain qui est antiouvrier, sexiste, raciste et anti-immigrant, et profondément anticommuniste, et c'est la raison pour laquelle on blâme la classe ouvrière pour la défaite de Clinton.

Pendant ce temps, les individus et les organisations suprémacistes qui agissent spontanément ou à l'instigation de l'État, toutes sortes d'individus déséquilibrés ou psychopathes, ont le feu vert pour déverser leur haine personnelle et exorciser leurs cauchemars psychopathiques. C'est autorisé par le discours grossier et incendiaire de style télé-réalité qu'a tenu Donald Trump durant la campagne électorale et par la promotion incessante qu'en ont fait les médias américains, et sans moindre mesure par le camp Clinton. Le camp Clinton a dépensé deux fois plus d'argent que le camp Trump pour répandre cette image parmi l'électorat américain. Et ce



Los Angeles le 9 novembre 2016

sont les médias et l'entourage de Clinton qui usent maintenant de tous les épithètes pour présenter les travailleurs américains qui ont voté pour Trump comme des fanatiques et des ignorants qui foulent aux pieds les droits des citoyens et résidents des États-Unis.

Il ne convient pas à ceux qui consacrent toutes leurs énergies à combattre pour les droits de tous et toutes de se laisser prendre par cette propagande officielle qui traite les gens comme des catégories de choses et sur cette base divise le corps politique.

Soutenons la classe ouvrière et le peuple américains dans leurs efforts pour s'investir du pouvoir et défendre les droits de tous et toutes



New York le 9 novembre 2016

Le PCC(M-L) dénonce les attaques lancées contre différentes sections de la population américaine depuis l'élection, tant les attaques spontanées que celles instiguées par un État rongé par la crise qui vient de se donner un feu vert pour gouverner par les pouvoirs policiers non entravés. Les pouvoirs policiers ne reconnaissent pas les membres du corps politique qui constituent la société civile et un gouvernement des lois. Ils ne reconnaissent pas les droits qui reviennent à tous les membres du corps politique, sans parler des droits qui appartiennent à tous et toutes du fait qu'ils sont des êtres humains. Les pouvoirs policiers ne reconnaissent que des catégories de « choses » à punir de différentes manières. Dans les différents scénarios qu'on peut voir depuis quelque temps, tous les Américains appartiennent à des catégories : « voyous », « contestataires », « faiseurs de trouble », « ennemis étrangers », « noirs », « Latinos », « Hispaniques », «

musulmans », « terroristes », « détraqués » et autres catégories qui servent à les déshumaniser et à les laisser en proie aux abus.

Le PCC(M-L) profite de l'occasion pour exprimer sa sympathie avec celles et ceux qui, aux États-Unis, sont la cible d'attaques racistes, antiouvrières et anti-peuple et qui mènent une résistance courageuse en disant au monde entier que ce n'est pas leur démocratie, que Trump n'est pas leur président et que les attaques lancées ne sont « pas en mon nom ».

Le Parti a déjà reçu de nombreux commentaires de camarades et amis sur cette importante question qu'est la signification de l'élection présidentielle aux États-Unis et il tient des discussions sur ce thème partout au pays. Le PCC(M-L) appelle tout le monde à participer à l'analyse des résultats et à se préparer pour les batailles à venir.

(Photos : M. Hume, Berenabas G, iva_nm, R.J. Sangosti, Fightback News, B. Cseko, NYC Alerts)

Note aux lecteurs

L'édition du 19 novembre du *Marxiste-Léniniste* sera consacrée à l'analyse des résultats et de la signification de l'élection présidentielle aux États-Unis. Elle comprendra des analyses, de l'information, des points de vue et commentaires sur les thèmes qui aident tous et chacun à s'orienter. *LML* invite ses lecteurs à participer à l'analyse de la signification de l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Nous serons heureux de recevoir vos points de vue et contributions. Envoyez-les à redaction@cpcml.ca.



Un an du pouvoir libéral

Le gouvernement s'apprête à lancer une nouvelle consultation en ligne sur la réforme électorale

Le gouvernement Trudeau postera des cartes à tous les ménages du Canada à la fin de novembre pour encourager les gens à aller sur un site web créé spécialement pour l'occasion et répondre à des questions sur ses propositions de réforme électorale. Le questionnaire en ligne est conçu pour obtenir des informations sur les « valeurs démocratiques » des Canadiens. Selon les reportages, le site Web mademocratie.ca ou mydemocracy.ca sera ouvert du 1er au 31 décembre.^[1]

Cette nouvelle initiative fait suite aux consultations du Comité spécial de la Chambre des communes sur la réforme électorale du 21 juin au 7 octobre, qui comportaient aussi un questionnaire en ligne. Le Comité spécial déposera son rapport et ses recommandations le 1er décembre, le jour où débutera cette nouvelle consultation. Les députés ont également tenu ce qu'on a appelé des assemblées publiques et la ministre des Institutions démocratiques Maryam Monsef a eu des rencontres publiques et privées sur le sujet. Ces « consultations » se sont limitées aux réformes considérées comme légitimes par les organisateurs. L'échec à engager les gens en grand nombre dans ce processus soulève des questions sur le but visé et laisse présager que des

conclusions préconçues mèneront aux recommandations et aux mesures voulues.

Bien que la nouvelle campagne par cartes postales ne soit pas encore annoncée officiellement, John O'Leary, le directeur des communications de la ministre Monsef, a dit aux médias : « Nous désirons connaître les valeurs et les principes que partagent les Canadiens concernant le renforcement de notre démocratie. Cette nouvelle approche donnera la chance à un plus grand nombre de Canadiens d'explorer ce thème plus à fond. » Le bureau de la ministre a également précisé que le sondage en ligne ne vise pas à obtenir les opinions des Canadiens sur les options de réforme spécifiques énoncées durant les consultations précédentes, comme la représentation proportionnelle et le vote préférentiel. Selon des membres du Comité spécial, le gouvernement avait l'intention de tenir une consultation de ce type plus tôt mais n'en a pas parlé publiquement et ne l'a pas dit aux autres qui tenaient des consultations.

Une consultation en sous-traitance

Selon le site Web achatsetventes.gc.ca, où sont publiés les appels d'offre du gouvernement, le contrat pour la nouvelle consultation a été accordé à une firme privée appelée Vox Pop Labs.^[2] Cette firme qui se dit « une entreprise sociale » a obtenu le 1er septembre un contrat pour fournir « une stratégie et une plateforme en ligne/numérique de consultation et de participation, en vue de recueillir les points de vue de la population canadienne quant aux valeurs qu'elle souhaiterait voir véhiculées dans un domaine complexe de politiques publiques ». L'appel d'offre précise qu'« il s'agit notamment d'offrir une expérience formatrice et d'aider la population canadienne à comprendre les valeurs qu'elle privilégie ».

La plateforme en question doit intégrer les plateformes des médias sociaux et « être mise en oeuvre vers novembre 2016, en collaboration avec un ou plusieurs partenaires des grands médias (si un partenaire média est identifié) » et « optimiser les possibilités de participation pour une plus grande partie du public canadien, y compris des groupes, comme les jeunes ».

Tout est fait pour cacher l'introduction au Canada de nouvelles façons de prendre des décisions que les citoyens n'ont pas approuvées. Le procédé par lequel des intérêts privés effectuent ce qu'on appelle des consultations pour ensuite établir un ordre de préférences est présenté comme une forme légitime de gouvernance. Par exemple, Vox Pop Labs a obtenu le contrat (ce n'était pas un appel d'offre ouvert) parce que, selon le site du gouvernement, « elle est la seule à utiliser des échantillons importants d'ensembles de données, puisqu'elle a réalisé les plus vastes recherches sur l'opinion publique pour le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La qualité des données qu'elle obtient au moyen de ses plateformes de participation s'en trouve ainsi améliorée, puisqu'il est possible d'orienter les analyses en fonction de plus petits groupes d'étude. Il s'agit d'un facteur particulièrement utile, étant donné que l'un des objectifs de cette initiative consiste à déterminer et à comprendre les préférences de groupes sous-représentés et insuffisamment consultés. Par ailleurs, il est possible d'obtenir une participation massive (par exemple, plus d'un million d'utilisateurs) tout en conservant des données fiables. »

Vox Pop Labs obtient de telles données grâce à son logiciel « Vote Compass ». Son produit principal est le sondage en ligne durant une élection au Canada, aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande pour déterminer pour lequel des partis de cartel les électeurs vont voter et où chacun se situe dans l'« éventail politique » en partant des réponses à une série de questions vagues. Vox Pop Labs établit ensuite une correspondance entre les résultats du sondage et les données démographiques contenues dans sa banque de données qui emmagasine des informations sur des millions de personnes. Le logiciel Vote Compass a obtenu l'appui du gouvernement pour bâtir sa banque durant des élections au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande grâce à un partenariat avec les sociétés publiques de télédiffusion : CBC, ABC et TVNZ.

Aux États-Unis, Vox Pop Labs s'est associé au *Wall Street Journal* pour cibler des groupes d'électeurs.

Vote Compass fait partie des outils qui servent à priver le corps politique d'une conception du monde et d'un but en le rendant passif. Les individus sont appelés à faire un choix à partir de politiques parlementaires dites « de gauche », « de droite » et « du centre » bien que cette catégorisation ne permette pas du tout d'expliquer la position des différentes forces ni quels problèmes elles prétendent vouloir résoudre. La méthode consiste à présenter un sondage faussé au départ, basé sur des prémisses que le participant n'est pas appelé à remettre en question, pour ensuite lui dire pour quel parti il doit voter et si ce parti est « de gauche », « de droite » ou « modéré ».

Telle semble être la nature de la « véritable consultation » au sujet de laquelle le gouvernement s'est fait discret jusqu'à présent. Après que les Canadiens auront placé les « valeurs démocratiques » dans un ordre de préférence, Vox Pop Labs va « aider la population canadienne à comprendre les valeurs qu'elle privilégie ». Par cette interprétation d'une espèce d'alignement des étoiles, les libéraux peuvent ensuite conclure que les mesures qu'ils prennent correspondent « aux préférences de valeur » exprimées par les Canadiens, même si les valeurs en question ne sont pas définies par les Canadiens mais par Vox Pop Labs. Un des objectifs de la nouvelle initiative de consultation est de « déterminer et comprendre les préférences de groupes sous-représentés et insuffisamment consultés ». Pour ce faire, Vox Pop Labs établit des concordances à partir de ses banques de données de renseignements démographiques.

La collecte de données est en effet une composante importante du système Vote Compass. À l'élection fédérale 2015, en plus de la trentaine de questions sur le degré d'affinité avec certaines propositions ou politiques, le questionnaire de Vote Compass comprenait 20 questions pour obtenir des renseignements sur les participants, comme le code postal, l'âge, le sexe, la religion, le niveau d'éducation, le nombre de frères et sœurs, le revenu familial et la présence sur Twitter. Les répondants avaient l'option d'ajouter leur adresse courriel. Dans sa politique de confidentialité, Vox Pop Labs indique qu'elle continuera d'utiliser les renseignements recueillis « pour les besoins de l'entreprise incluant, mais pas nécessairement limités, à : la recherche et l'analyse de données ; la communication avec des panels ; l'octroi de prix et de paiements, le traitement technique ». La seule restriction est que la firme ne louera ou ne vendra « aucune donnée qui pourrait vous identifier personnellement à une tierce partie », ce qui n'interdit pas la vente de renseignements démographiques en bloc. Selon elle, 1,8 million de personnes ont utilisé sa plateforme durant l'élection fédérale de 2015.

L'affirmation que Vox Pop Labs loue ou vend seulement des données qui ne permettent pas « de vous identifier personnellement » n'est pas la fin de l'histoire. Par exemple, « des personnes peuvent être « réidentifiées » à partir de données qui n'ont pas été parfaitement anonymisées ou grâce au recoupement de données anonymisées avec d'autres ensembles de données ».[3] C'est le cas, par exemple, lorsque les partis politiques achètent en bloc des données de vendeurs privés comme des sociétés commerciales de données qui sont ensuite jumelées à la liste électorale fournie par Élections Canada. Sans identifier la personne physique, les données vendues ou louées par Vox Pop Labs pourraient être mises en concordance avec des personnes en utilisant divers facteurs démographiques. La nouvelle consultation sur les « valeurs démocratiques » pourrait être l'occasion pour Vox Pop Labs et autres d'obtenir leurs plus grands ensembles de données à ce jour.

Selon l'appel d'offre, l'élaboration et l'exécution de la consultation par Vox Pop Labs se déroule en plusieurs phases. La première consiste à « réaliser une étude scientifique convaincante ... afin de déterminer les principaux thèmes et d'établir des classifications en fonction des réponses » avant

la mise en oeuvre de l'application interactive en ligne. Les résultats du sondage « scientifique » seront analysés par l'utilisation de « l'analyse de données multivariées pour déterminer les segments et élaborer des commentaires pour chaque groupe, en fonction des profils émanant de l'étude ». Vox Pop Labs va « élaborer un modèle solide (p. ex., en ayant recours à la régression logistique multinominale, à l'analyse discriminante) de manière à classer instantanément les participants pour la plateforme en ligne/numérique de consultation en fonction des segments révélés dans l'étude » et « fournir des catégories personnalisées de commentaires des utilisateurs et de visualisation des données pour que le chargé de projet puisse en faire l'examen ». Cette analyse servira ensuite pour créer une consultation numérique en ligne et la plateforme d'engagement, sans doute liées aux cartes envoyées à tous les ménages canadiens.

Cette plateforme permettra « aux utilisateurs de l'application interactive en ligne de consulter leurs résultats, c. à d. leur profil et la façon dont il se compare à celui des autres Canadiens et Canadiennes à l'aide d'éléments graphiques comme des tableaux ou des cartes en deux dimensions, ainsi qu'une description sommaire du groupe qui leur correspond le mieux ». Vox Pop Labs fournira au gouvernement « des rapports d'analyse hebdomadaires sur l'utilisation de la plateforme en ligne/numérique de consultation et de participation, et fera ressortir toute incohérence ou irrégularité sur le plan des données », puis réalisera « l'analyse de données recueillies au moyen de l'application interactive en ligne et fournira au gouvernement un rapport faisant état des constatations ».

Selon l'appel d'offre, l'objectif de la plateforme est de permettre « aux membres de la population canadienne d'indiquer leurs priorités à l'aide d'une application interactive en ligne axée sur les renseignements des utilisateurs, en fonction de leurs réponses et des profils et commentaires recueillis dans le cadre de l'étude ».[4]

Vox Pop Labs Inc définit son travail comme étant de faire le portrait de « la collective conscience », ce qui est précisément ce que Vox Pop Labs Inc ne fait pas. Le collectif du peuple canadien est beaucoup plus grand que le classement d'un certain nombre de préférences individuelles. Un peuple et sa conscience sont plus grands que la somme de leurs parties. Recueillir l'opinion du public n'est pas une question de collecte de réponses aléatoires à des questions aléatoires. Il est nécessaire de la placer dans le contexte des rapports sociaux et d'utiliser des méthodes légitimes qui transforment la volonté populaire en volonté légale, ce que ce genre de sondages ne fait certainement pas. Tout cela mérite l'attention des Canadiens parce que les libéraux de Trudeau détruisent l'ancienne façon de conférer une légitimité au gouvernement. Ils essaient d'introduire des méthodes qui sont non seulement fallacieuses, mais adoptées dans le dos du peuple. Jamais ces nouvelles façons ne vont conférer de légitimité, peu importe l'argent, les RP ou le nombre de cabinets d'experts-conseils et de groupes de réflexion que les libéraux engagent pour essayer de l'obtenir.

Notes

1. Selon le recensement de 2011, il y a 13 millions de ménages au Canada ; les données sur le recensement de population 2016 ne seront pas publiées avant février 2017.

2. Le fondateur et chef de direction de Vox Pop Labs Inc., Clifton van der Linden, est un doctorant en science politique à l'Université de Toronto qui a été président du groupe de recherche sur le G8 de la Munk School of Global Affairs. Il a écrit pour *The Globe and Mail* et a été boursier du Massey College, du Trudeau Centre for Peace, Conflict and Justice et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). Il a été Fellow d'Action Canada, une organisation qui offre des bourses aux « nouveaux leaders » pour les mettre en contact avec des représentants du gouvernement, les oligopoles et des professionnels du droit.

3. Sommaire, « Données ouvertes, citoyens à découvert ? », Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada Samuelson-Glushko (CIPPIC)

4. Vox Pop Labs Inc. dit : « Nous concevons des logiciels capables d'analyser un très grand volume de données. Ainsi, nos utilisateurs peuvent plus facilement évaluer leurs options avant de prendre des décisions importantes. » Leurs outils « accompagnent les citoyens et consommateurs dans l'évaluation de l'adéquation entre leurs options et leurs objectifs ».

(Avec des articles du National Post)



L'insensibilité des libéraux de Justin Trudeau face aux problèmes de la jeunesse

- Pierre Chénier -

Les emplois et les conditions de travail précaires ne sont pas acceptables



Le premier ministre Justin Trudeau et le ministre des Finances Bill Morneau ont causé un émoi récemment avec leurs attaques contre les jeunes et leurs aspirations à un avenir brillant d'emploi, de sécurité de l'emploi et de dignité et de droits de tous qui sont garantis. En réponse à des préoccupations que des jeunes exprimaient, ils ont tout deux déclaré que l'emploi et les conditions de travail précaires qui frappent les jeunes vont continuer et qu'ils doivent simplement l'accepter.

Le ministre Morneau a dit lors de la réunion du 22 octobre de l'aile ontarienne du Parti libéral fédéral que les jeunes vont continuer à connaître un haut taux de roulement dans l'emploi et de travail à contrat à court terme. Le gouvernement ne doit pas changer cette situation pour améliorer le sort des jeunes selon lui mais convaincre les jeunes d'accepter leur sort sans résister. Selon le gouvernement libéral, ce qu'il faut faire c'est former les jeunes à accepter que leur rôle dans la vie est de servir la grande entreprise. Le gouvernement dit qu'il met l'accent sur la formation et la requalification des travailleurs afin qu'ils puissent passer plus aisément d'un emploi à l'autre et occuper plus d'un emploi à la fois parce telle est leur réalité aujourd'hui.

Morneau a pris plaisir à décrire cette réalité pénible en racontant des histoires de jeunes vivant des situations difficiles, cherchant constamment des emplois, trouvant un emploi, le perdant puis en cherchant un autre. Il a appelé cela le « roulement de la main-d'oeuvre » (le « job churn ») une expression cruelle qui est très en vogue maintenant parmi les grands dirigeants d'entreprise et les analystes du milieu des affaires.

Le premier ministre Justin Trudeau, qui s'est nommé ministre de la Jeunesse, s'est joint lui aussi à ces attaques contre les jeunes lors de sa participation au Sommet des jeunes travailleurs du Congrès du travail du Canada le 25 octobre. Trudeau y est allé de ses paroles « ensoleillées » en disant : « Je pense tout d'abord qu'il faut reconnaître que les endroits de travail sont en train de

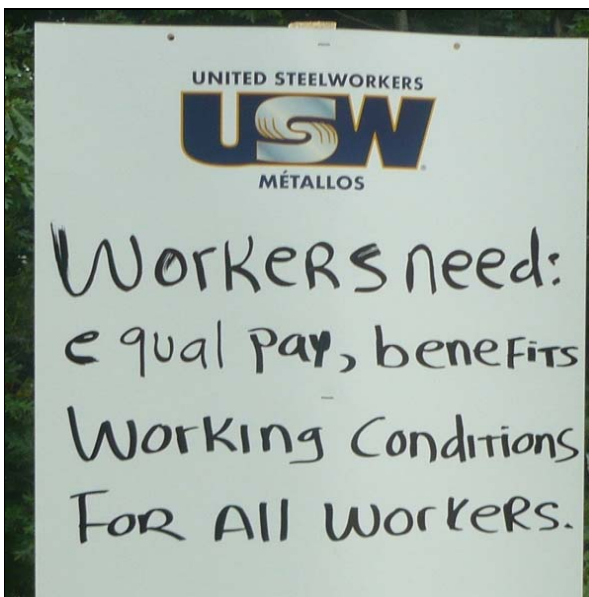
changer, reconnaître les perturbations technologiques, l'économie de partage, la nouvelle réalité qui élimine la version archaïque d'un emploi à vie, une carrière où vous commencez au bas de l'échelle, finissez vice-président et recevez une montre en or quand vous prenez votre retraite, toute cette version archaïque des choses, que tout cela fait en sorte que nous allons avoir plusieurs carrières pendant notre vie. » Il a même dit qu'« en fait, c'est ce que plusieurs personnes désirent, des défis et un avenir ».

C'est maintenant devenu la norme de la part des gouvernements de recourir à des constructions de l'esprit et à du racontage d'histoires qui déforment la réalité à laquelle les travailleurs font face et donnent une face joyeuse à leur cruelle indifférence envers les luttes et l'insécurité des travailleurs, les jeunes en particulier. Les énoncés de politique ont cédé la place à des campagnes de désinformation qui visent à désorienter les Canadiens, surtout les jeunes, pour qu'ils ne s'unissent pas dans des actions avec analyse pour s'opposer à l'offensive antisociale libérale des oligopoles et de leurs politiciens.



Plutôt que de traiter de la réalité telle qu'elle est, les membres de l'élite impérialiste dominante comme Morneau et Trudeau préfèrent raconter des histoires. Ils en racontent aussi à propos d'eux-mêmes et de leur vie merveilleuse. Morneau lui-même se vante de ses changements de carrière qui l'ont mené de la position puissante et privilégiée de président du C.D. Howe Institute à celle de président exécutif de Morneau Shepell à la position encore plus puissante et privilégiée de ministre des Finances du gouvernement libéral. Quant à Justin Trudeau, qui a été élevé dans la résidence officielle du premier ministre pour ensuite devenir dilettante pour un temps et puis revenir reprendre la place qui lui revient, il pétille d'entrain à l'effet que le monde se porte bien parce que son monde à lui se porte bien.

La réalité que vivent les jeunes aux prises avec des conditions précaires est une tout autre affaire. Morneau et Trudeau ne partagent pas leur vie et ils ne le feront jamais. Ils n'ont rien en commun avec la vie des jeunes et les problèmes qu'ils vivent.



Les jeunes vivent la « nouvelle réalité » du travail précaire et à temps partiel. Même dans les emplois industriels, les jeunes se font dire que leurs salaires vont être inférieurs à ceux des autres travailleurs parce que telle est la nouvelle réalité d'une classe ouvrière divisée. Cela comprend également leurs pensions, quand elles existent, où ce n'est plus maintenant la prestation qu'un retraité reçoit qui est définie mais la « contribution » qu'il fait à son régime de retraite par une déduction sur sa paie alors que la prestation de retraite est incertaine. En fait, aller d'un emploi à l'autre et d'une carrière à l'autre ne laisse même pas place au concept d'une prestation déterminée sauf bien sûr si vous êtes membre d'une élite privilégiée comme le sont Morneau et Trudeau.

Se joindre à la main-d'oeuvre même avec des qualifications est une sorte de tour de force. Les enseignants, par exemple, sont souvent suppléants et à temps partiel pendant des années, occupant des postes qui représentent quatre dixièmes ou deux dixièmes d'une position à temps plein alors qu'ils doivent payer les dix dixièmes quand il s'agit de nourriture, du loyer ou des autres nécessités de la vie. Une fois engagés, les jeunes travailleurs sont souvent qualifiés de « nouveaux engagés », ce qui en fait en soi une cible d'attaques. Le cynisme libéral est tel qu'ils manipulent l'insécurité qui frappe les jeunes travailleurs pour s'en prendre aux normes en vigueur aux endroits de travail comme l'ancienneté que les travailleurs ont développée pour se défendre contre l'arbitraire et la favoritisme de la direction des entreprises et contre le congédiement de travailleurs considérés par les gens en position de contrôle comme des dirigeants ouvriers fauteurs de troubles.

Le taux de chômage officiel parmi les jeunes est le double du taux national. La moitié des travailleurs âgés d'entre 15 et 24 ans travaillent à temps partiel. Un tiers des jeunes Canadiens occupent des emplois temporaires. Des centaines de milliers de jeunes travaillent dans des stages non rémunérés, y compris dans la fonction publique fédérale, ceci sans parler des stages qui sont nécessaires à l'acquisition de crédits académiques, dans lesquels les étudiants paient pour travailler par le biais de leurs frais de scolarité.

Les conditions précaires sont un trait d'une économie qui est minée par la quête perpétuelle de profits privés, de privilèges de classe et d'édification d'empire de la part d'une petite élite qui cherche à s'emparer d'une quantité toujours plus grande de la richesse sociale que les travailleurs produisent. L'économie et la richesse sociale ne sont pas mobilisées de façon à préparer nos jeunes à devenir des producteurs et des leaders et à leur fournir le plus grand amour social et la plus grande attention dont la société est capable et à garantir leurs droits, leur sécurité et leur bien-être. Au contraire, les jeunes se font dire de subvenir eux-mêmes à leurs besoins parce que l'objectif de l'économie et de ceux qui la contrôlent en est encore à l'ère médiévale de la petite production, de l'autocratie, du privilège de classe et de la famille élargie alors que ces choses n'existent plus en tant qu'unités économiques.

Tout ce que les travailleurs ont pu réaliser comme mesure de sécurité d'emploi, d'avantages sociaux ou de salaires permettant de vivre est en train d'être détruit. La destruction des conditions sociales et de travail n'a rien de positif et lui donner une tournure positive est rien moins que dégoûtant. La suggestion libérale à la Morneau et Trudeau à l'effet que le démantèlement des conditions de vie et de travail par les « perturbations technologiques, l'économie de partage et le roulement de main-d'oeuvre » doit être accepté par les travailleurs au détriment de la mise en oeuvre du facteur humain ne convaincra personne peu importe la quantité de désinformation de style relations publiques qui est répandue. Les jeunes refusent que leur lutte pour une alternative prosociale et pour une nouvelle direction qui comble leurs désirs soit entravée. Les jeunes se tiennent aux premières lignes de la lutte organisée de la classe ouvrière pour transformer la situation d'une façon qui bénéficie au peuple.

Le traitement cavalier que font Trudeau et Morneau de la situation précaire et de l'avenir incertain qu'affrontent les jeunes Canadiens qui « vont d'un emploi à l'autre », « changent de carrière » et font face à un « roulement » continu vise à masquer le fait que le peuple ne contrôle pas cette économie et les décisions qui sont prises par les détenteurs de la richesse sociale et les gouvernements à leur service. Quelles que soient les aspirations qu'ont les jeunes en vue d'une carrière ou plus d'une carrière, il reste qu'ils sont assujettis à une économie qui n'est pas organisée pour satisfaire aux besoins des gens et à leurs désirs et que leurs rêves ne cessent d'être brisés. L'économie socialisée est saccagée sous les coups d'une élite privilégiée qui semble se délecter de la destruction puisque celle-ci ouvre les possibilités de faire des coups d'argent et de bâtir un empire. Loin d'accepter la destruction et l'insécurité et l'appel libéral à s'adapter à l'offensive

antisociale, nous devons faire en sorte que les problèmes des jeunes et de la société soient mis sur la table et résolus en faveur du peuple.

La classe ouvrière rejette la conception du gouvernement libéral de Justin Trudeau à l'effet que les jeunes doivent accepter la réalité de l'insécurité. Le mouvement ouvrier demande que des mesures soient prises immédiatement qui vont procurer du répit aux travailleurs, des mesures comme l'enchâssement dans la loi que les gens ne seront jamais abandonnés à leur sort quelles que soient les circonstances, qu'ils soient à l'emploi, blessés ou malades ; que l'éducation est un droit, que la santé est un droit, que la stabilité de l'emploi est un droit, que les prestations déterminées à la retraite à un standard canadien sont un droit, et ainsi de suite.



Si, dans l'optique du gouvernement libéral, cela signifie une restriction malencontreuse à la flexibilité qui est requise pour faire des jeunes une main-d'oeuvre non organisée, mobile et jetable après usage et privée même des droits les plus élémentaires alors tant pis. Les gens ont des droits en vertu du fait qu'ils sont des êtres humains. Au XXI siècle, les gens refusent de définir les droits sur la base de la propriété, de la situation à la naissance ou du droit naturel ou héréditaire. Les droits sont définis sur la base de l'humanité des membres de la société, de leur existence en tant qu'êtres humains.

La classe ouvrière dénonce la sottise libérale qui est sortie de la bouche de Justin Trudeau quand il s'est opposé à la hausse du salaire minimum à 15 \$ lors d'une entrevue à l'agence Reuters : « La question n'est pas simplement de mettre un peu plus d'argent dans la poche des gens, mais de faire en sorte qu'ils jouissent des conditions qui leur permettent de réussir », a-t-il dit.

L'élite impérialiste dominante n'a pas intérêt à améliorer les conditions sociales des travailleurs parce que cela restreindrait sa flexibilité lui permettant d'avoir une main-d'oeuvre à sa merci et d'ainsi de s'accaparer d'une plus grande partie de la richesse sociale que les travailleurs produisent.

Les conditions sociales et de travail dont les jeunes canadiens ont besoin pour réussir et avoir un avenir en sécurité sont précisément ce que les riches impérialistes et leurs politiciens nient au peuple. Joignons-nous tous au front de la classe ouvrière pour priver l'élite impérialiste dominante de son pouvoir de priver les jeunes et le peuple dans son entier de leurs droits !



Le Canada s'enfonce dans une voie de trahison

- Enver Villamizar -

Depuis son avènement au pouvoir, le gouvernement Trudeau cherche à annexer encore davantage le Canada aux États-Unis des monopoles nord-américains. Une des activités principales du gouvernement Harper a été d'établir des « instances binationales » qui ont placé les agences de sécurité des États-Unis et les hauts fonctionnaires gouvernementaux en position d'imposer leurs

intérêts sur des questions qui concernent le Canada.[1]



Manifestation contre le sommet des dirigeants nord-américains à Ottawa le 29 juin 2016

Des arrangements antinationaux semblables ont lieu non seulement entre le gouvernement Trudeau et les États-Unis mais aussi entre le Canada et le Mexique et entre les dirigeants de ces trois pays. Par exemple, le Sommet des dirigeants nord-américains en juin dernier à Ottawa a été suivi d'une annonce à l'effet qu'« en 2016, le Canada affectera du personnel dans un poste de douanes des États-Unis, auquel du personnel mexicain est actuellement affecté, dans le cadre d'un projet pilote en vue de jeter les bases d'activités conjointes d'identification et d'examen de la menace en matière de contrebande ».

L'annexion au nom de la protection de l'environnement

Dans d'autres cas, le gouvernement Trudeau annonce des décisions qui ont été prises par le Bureau du premier ministre ou des ministres avec le président des États-Unis et déclare ensuite que ces décisions vont s'appliquer au Canada, après une « consultation » cependant sur la manière de les mettre en oeuvre. C'est ce qui s'est produit avec l'annonce d'un « leadership conjoint » entre les États-Unis et le Canada sur l'Arctique qui en fait présente les préoccupations stratégiques des États-Unis pour le libre mouvement de leurs forces militaires dans l'Arctique comme étant une préoccupation canadienne.[2]



À titre d'exemple, on compte aussi la déclaration du 16 août de la ministre de l'Environnement et du changement climatique, Catherine McKenna, dans laquelle elle félicite les États-Unis pour une « réglementation plus stricte sur les émissions de gaz à effet de serre pour les véhicules lourds[...] **Le gouvernement du Canada a l'intention d'aligner sa réglementation avec les normes d'émissions de la phase 2** , tout en tenant compte des répercussions particulières pour les secteurs canadiens des véhicules lourds, de leurs moteurs et des remorques. » La ministre ajoute ceci dans sa déclaration : « Le Canada a l'intention de publier son projet de règlement visant les véhicules lourds (phase 2) d'ici la fin de 2016 et **prévoit une période de consultation pour les Canadiens.** » (*notre souligné*)

À fond de train dans le Périmètre de sécurité nord-américain

Le gouvernement Trudeau s'engage à fond de train dans les arrangements en vue d'un Périmètre

de sécurité nord-américain sous commandement américain, poursuivant ainsi dans la voie du gouvernement Harper. Les libéraux de Justin Trudeau veulent faire adopter le projet de loi C-23, lequel est lié à un projet de loi qui doit aussi être adopté aux États-Unis pour que le précontrôle puisse être mis en oeuvre au Canada.

Le plan qui a été prévu par le premier ministre Trudeau et le président Obama consiste en un prolongement du système de précontrôle qui existe depuis des années dans de grands aéroports canadiens à d'autres aéroports à Toronto et à Québec et, pour la première fois, aux déplacements terrestres en commençant par la gare de train de Montréal et le chemin de fer Rocky Mountaineer sur la côte ouest. Cela veut dire une extension de la présence des agents de sécurité des États-Unis dans ces installations de même que dans d'autres.



Si elle est adoptée, la loi C-23 va autoriser un ministre fédéral à désigner des zones et périmètres de précontrôle au Canada dans lesquels le précontrôle peut être effectué ; permettre aux agents canadiens d'agir aux côtés des agents américains dans l'exercice des fonctions de ceux-ci; permettre aux agents américains d'amener leurs armes à feu au Canada ; établir les conditions en vertu desquelles ceux qui quittent le Canada peuvent être interrogés et fouillés à nu par des agents américains ; permettre que des gens soient détenus par des agents américains dans certaines circonstances ; empêcher les réclamations civiles contre le gouvernement des États-Unis mais les permettre contre des agents individuels et établir des règnes concernant l'extradition d'agents dans le cas d'inconduite criminelle.

Il faut cependant qu'une loi de mise en oeuvre soit adoptée dans les deux pays pour que le programme puisse entrer en fonction. Au Congrès américain, le projet de loi en question est la *Loi de 2016 de promotion des voyages, du commerce et de la sécurité nationale*. Son objectif déclaré est de faire en sorte d' « affirmer la juridiction des États-Unis dans le cas d'infractions commises par du personnel des États-Unis stationné au Canada pour des initiatives de sécurité à la frontière ». Il indique que quiconque est employé par un département ou une agence des États-Unis autres que le département de la Défense et est stationné ou déployé au Canada en vertu d'un traité ou d'un accord exécutif relatif à « des initiatives de sécurité à la frontière » et qui commet un geste (ou conspire en vue de commettre un geste ou tente de le commettre) au Canada qui constitue une infraction pour laquelle une personne pourrait être poursuivie en cour aux États-Unis si le geste avait été commis aux États-Unis ou à l'intérieur d'une juridiction maritime et territoriale spéciale des États-Unis sera puni selon ce qui est prévu pour une telle infraction.

Au nom du gouvernement, l'ambassade canadienne aux États-Unis tente de faire en sorte que le projet de loi américain soit adopté. « Nous allons travailler avec les promoteurs du projet de loi au Congrès et au sein de l'administration...pour que le précontrôle soit adopté », a dit en entrevue l'ambassadeur du Canada aux États-Unis David MacNaughton, « parce que si vous ne soulevez pas la question, il est possible que par inadvertance le projet de loi ne soit pas adopté ».

On rapporte qu'une tentative qui avait été faite au printemps d'introduire cet item dans un projet de loi omnibus qui n'a rien à voir avec lui a échoué quand les partis ont commencé à débattre des éléments ajoutés et les ont tous retirés, y compris celui relatif à la frontière canado-américaine, afin de sauver le projet de loi lui-même.

« La question en jeu c'est comment le présenter, dans quoi va-t-il s'insérer et est-ce qu'il doit être inclus dans un autre projet de loi », a dit MacNaughton. « Nous espérons et nous nous attendons à ce que le projet de loi soit adopté avant la fin de l'année. » Le gouvernement canadien va peut-être intensifier son lobbying avant que Trump ne soit intronisé ou peut-être évalue-t-il que c'est mieux d'attendre que Trump le soit parce qu'il existera alors une plus grande « congruité » entre l'exécutif et le Congrès. Dans un cas comme dans l'autre, il est difficile d'imaginer un geste aussi traître et humiliant que de pousser le gouvernement des États-Unis à adopter une loi qui permet aux agents américains d'opérer au Canada.

Le silence autour de la participation du secrétaire américain à la Sécurité intérieure à une réunion du Cabinet des ministres canadien

Un autre aspect préoccupant est l'intervention de hauts représentants du gouvernement américain dans les affaires du gouvernement canadien. Cet aspect est maintenu discret ici au Canada et il faut lire les agences de nouvelles américaines pour en être au courant. Selon une transmission du secrétaire du département de la Sécurité nationale des États-Unis, Jeh Johnson, le secrétaire à la Sécurité « a eu l'honneur d'être le premier secrétaire d'un département des États-Unis à être invité à une réunion d'un comité ministériel canadien » lors de son passage à Ottawa le 27 octobre. Il n'a pas dit quel comité il a rencontré mais il s'agirait vraisemblablement du Comité du cabinet sur les relations canado-américaines.

Le seul communiqué du gouvernement canadien qui en fasse mention est celui du 27 octobre du ministre de la Sécurité publique Ralph Goodale qui dit :

« Le secrétaire Johnson et moi-même avons discuté des progrès mutuels enregistrés au titre de la mise en oeuvre du prédédouanement, de son expansion à de nouveaux sites et de l'intention de cerner les sites pour des projets pilotes de fret. Il est estimé que 12 millions de personnes utilisent le prédédouanement chaque année dans les huit aéroports canadiens équipés pour le faire. Nos efforts soutenus en matière de prédédouanement renforceront notre sécurité, notre prospérité et notre compétitivité économique mutuelles.



« Outre le prédédouanement, nous avons mentionné les progrès enregistrés dans d'autres initiatives, comme Entrées et sorties et la communication d'information relative à la sécurité nationale. Ces programmes nous aident à assurer le flux transfrontalier essentiel de personnes et de commerce tout en protégeant notre sécurité nationale et notre vie privée. »

Il est inquiétant pour les Canadiens d'apprendre des choses à propos de la participation de hauts représentants américains à des échelons supérieurs du gouvernement canadien de la bouche de ces représentants américains. Pourquoi le gouvernement canadien n'a-t-il pas cru bon d'en parler ?



Non à l'encerclement de la Russie! Démantelons l'OTAN!



Manifestations durant le sommet de Varsovie en juillet 2016 (L.Hoger)

Les 26 et 27 octobre, les ministres de la défense de l'OTAN se sont réunis au quartier général de l'alliance situé à Bruxelles, pour « faire progresser » la mise en oeuvre des plans établis lors du Sommet de Varsovie tenu en juillet. L'OTAN affirme que ces plans ont tous trait à la « défense et à la dissuasion ». Ses préparatifs de guerre en Europe de l'Est et son intervention dans la crise humanitaire résultant de la destruction par l'impérialisme américain de différents pays au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont présentés comme des mesures défensives comme si l'OTAN était victime d'une agression étrangère alors qu'en fait elle est une alliance militaire et politique agressive dirigée par l'impérialisme américain.

Un communiqué de l'OTAN décrit les réunions comme un pas en avant dans les plans d'une « présence renforcée de l'OTAN dans la partie orientale de l'Alliance et dans la région de la mer Noire ». Il s'agit de la décision prise lors du sommet de Varsovie de créer quatre bataillons de l'OTAN dans les États baltes et en Pologne et de nouveaux plans pour le sud.

Lors des réunions il a été aussi discuté des « récentes activités militaires de la Russie le long des **frontières de l'OTAN** » [notre souligné]. L'OTAN allègue que les « activités militaires » auxquelles elle fait référence concernent le stationnement de troupes russes et le déplacement de missiles vers sa frontière occidentale où il y a une accumulation continue de forces militaires de l'OTAN, y compris celles du Canada. On fait aussi allusion au mouvement d'un groupe de porte-avions de combat russes naviguant au-delà des côtes de la Norvège et d'autres pays européens qui seraient en route vers la Syrie. Dès le 1er novembre, ce groupe de combat a atteint la mer Méditerranée, une région où opère la Sixième flotte américaine. De cette façon, les agissements de la Russie en réponse aux troupes étrangères placées dans les pays à ses frontières sont présentés comme une agression, tandis que le mouvement agressif de troupes étrangères de pays à la fois membres ou non de l'OTAN en Europe de l'Est pour encercler la Russie est présenté comme un acte de défense.

Le communiqué de presse de l'OTAN mentionne qu'à Bruxelles, les ministres de la défense ont mis l'accent sur « les efforts de l'OTAN pour projeter la stabilité au-delà de ses frontières ». Il s'agit en particulier d'examiner « les progrès réalisés dans la formation et le renforcement des capacités de l'OTAN en Irak », en tenant compte de l'avenir du déploiement de l'Alliance en mer Égée et de l'éventuel rôle maritime de l'OTAN en Méditerranée centrale pour « appuyer » l'opération Sophia qui est la mission de l'agence frontalière Frontex de l'UE. L'opération Sophia est une opération de patrouille de la mer Égée entre la Turquie et la Grèce où des milliers de personnes tentent d'arriver par bateau en Grèce et, de là, vers d'autres pays européens. Ceux qui sont capturés sont refoulés vers la Turquie.

La mise en oeuvre du programme de l'OTAN d'encerclement de la Russie

La réunion a traité des mesures que l'OTAN met en place pour encercler et menacer la Russie, s'ingérer dans les affaires internes des pays de l'Europe de l'Est et supprimer l'opposition aux guerres d'agression, qu'elle qualifie de « renforcement de la dissuasion et de la défense ». Ces mesures proviennent des décisions annoncées lors du Sommet de Varsovie, dont le déploiement de quatre bataillons multinationaux comprenant des chars d'assaut, d'autres véhicules blindés et des drones vers les États baltes et la Pologne prévu pour début 2017. Les bataillons composés d'environ mille soldats sont dirigés respectivement par le Canada, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis. La composition des bataillons a été annoncée lors de la conférence ministérielle à Bruxelles. L'Albanie, l'Italie, la Pologne et la Slovénie doivent envoyer des troupes pour rejoindre le groupe de combat dirigé par le Canada en Lettonie. La Belgique, la Croatie, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Norvège rejoindront les Allemands en Lituanie. Le Danemark et la France vont envoyer des unités rejoindre les forces britanniques en Estonie, alors que la Roumanie et la Grande-Bretagne fourniront des troupes au bataillon dirigé par les États-Unis en Pologne.



Les quatre nouveaux bataillons doivent être appuyés par une force de réaction rapide de 40 000 membres capable de se déployer partout et rapidement, où et quand cela est nécessaire. [1] Outre le mouvement des forces de l'OTAN pour encercler la Russie, les États-Unis continuent, parallèlement à l'OTAN, d'amener un nombre encore plus important de leurs propres troupes et équipements aux frontières de la Russie.

Le ministère norvégien de la Défense a annoncé le 24 octobre qu'à partir de janvier 2017, les États-Unis vont stationner quelque 330 marines sur une base rotative à la base militaire de Værnes près de Trondheim. Les marines sont une force de première frappe et la Norvège a une frontière longue de 200 kilomètres avec la Russie. Le *Marine Corps Times* rapporte que les militaires américains « ont déjà pré-positionné des milliers de pièces d'équipement, y compris des chars d'assaut M1A1 Abrams dans les grottes norvégiennes pour appuyer 15 000 marines pendant un mois d'opérations de combat ».

« Les États-Unis sont notre plus important allié et nous avons une relation presque bilatérale que nous souhaitons développer », a déclaré la ministre de la Défense, Ine Eriksen Soereide, dans un communiqué. « La défense de la Norvège dépend du renforcement des alliés et il est crucial pour la sécurité de la Norvège que nos alliés possèdent les connaissances nécessaires pour opérer en Norvège, avec les forces norvégiennes. ». Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg est un ancien premier ministre norvégien.

Le major général Niel E. Nelson, commandant des Corps de Marines des États-Unis en Europe et en Afrique, a déclaré qu'une présence des marines en Norvège « augmenterait la capacité de l'OTAN à recevoir et employer rapidement des forces dans le nord de l'Europe ».

Le représentant permanent de la Russie auprès de l'OTAN, Alexander Grushko, a dénoncé les « plans de planification et de préparatifs militaires de l'OTAN menant à une confrontation dans les territoires situés le long de nos frontières », en particulier l'« entreposage anticipé d'armes et de matériel et la modernisation des infrastructures avant le déploiement d'importantes unités de l'armée, qui vont donner lieu à une chaîne sans fin d'exercices terrestres, marins et aériens, le long des frontières de la Russie ». Il a déclaré : « Les dirigeants de l'OTAN préfèrent ne pas mentionner les efforts nationaux que les pays membres prennent en plus de ces mesures », indiquant qu'une brigade de chars d'assaut américains est déployée sur une base rotative et que des activités sont menées en Europe de l'Est « par des pays qui se sont déclarés être sur ' la première ligne ' [pour accroître] leur potentiel militaire ».

La militarisation de la crise des réfugiés en Europe

Il a également été annoncé à Bruxelles qu'une nouvelle opération maritime sera lancée en Méditerranée centrale, appelée Sea Guardian, qui a été annoncée plus tôt au Sommet de Varsovie. Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg avait déclaré à ce moment-là : « Nous avons décidé de transformer l'opération Active Endeavour en une mission de sécurité plus large appelée Sea Guardian ». Il avait ajouté que « nous avons l'intention de travailler en étroite collaboration avec l'opération Sophia de l'Union européenne dans le centre de la Méditerranée, faisant appel à notre coopération rapide et efficace avec l'UE pour mettre fin au réseau de traite internationale des êtres humains dans la mer Égée ». L'opération Active Endeavour a débuté en octobre 2001 dans le cadre de la réponse de l'OTAN aux attaques terroristes du 11 septembre. Depuis lors, les navires de l'OTAN patrouillent la Méditerranée et surveillent la navigation pour « aider à dissuader, défendre, perturber et protéger contre les activités terroristes ».



Selon Stoltenberg, en vertu de l'Opération Sea Guardian, les navires et les avions de patrouille maritime de l'OTAN dans le centre de la Méditerranée fourniront désormais une reconnaissance situationnelle et un « soutien logistique » à la Grèce, la Turquie et à l'agence frontalière Frontex de l'UE qui opèrent en mer Égée. Depuis février, l'OTAN dispose en mer Égée d'un groupe de sept navires de différents pays pour y contribuer à l'opération de l'UE. Lors de la réunion de Bruxelles, le ministre turc de la Défense a déclaré aux journalistes qu'il n'était pas nécessaire que la mission de l'OTAN en mer Égée se poursuive au-delà de décembre, affirmant que c'était une mission temporaire qui a atteint son objectif et qu'il n'est pas nécessaire de la prolonger. Malgré la position de la Turquie, le secrétaire général de l'OTAN a annoncé le lendemain que l'OTAN a décidé de poursuivre sa mission en mer Égée avec ses nouveaux plans pour la Méditerranée centrale.

« Grâce à nos efforts conjoints, de concert avec la Grèce et la Turquie, le flux de migrants a considérablement diminué », a déclaré Stoltenberg, qualifiant cela d' « un exemple de plus de comment l'OTAN et l'UE travaillent main dans la main pour accroître la sécurité européenne ». Ce qu'il n'a pas dit, c'est qu'avec la route par la mer Égée maintenant bloquée, plusieurs réfugiés choisissent maintenant la traversée plus périlleuse par la Méditerranée centrale, de la Libye vers l'Italie, où la nouvelle mission maritime de l'OTAN va opérer. Le porte-parole de l'agence des Nations unies pour les réfugiés, William Spindler, a dit : « Nous pouvons confirmer que jusqu'à présent, cette année, au moins 3 800 personnes sont mortes ou disparues en mer Méditerranée, soit le nombre le plus élevé de morts jamais enregistré avant 2016. »

La situation s'est encore aggravée du fait que l'UE a récemment déclaré que l'Afghanistan, un pays envahi et occupé par les États-Unis et l'OTAN, est un « pays sûr », ce qui ouvre la porte aux États membres pour expulser les réfugiés afghans qui cherchent asile en disant qu'ils sont des « migrants économiques » plutôt que des réfugiés de guerre. Comme dans le cas de l'entente entre l'UE et la Turquie, cela ne fera que forcer les personnes concernées à choisir des itinéraires et des arrangements plus dangereux pour tenter de se rendre en Europe.

L'OTAN en Irak et en Jordanie

Qualifiant la mesure d' « effort pour projeter la stabilité dans son voisinage plus large », Stoltenberg a annoncé à Bruxelles qu'en janvier 2017, l'OTAN commencera la formation et « le renforcement des capacités » des forces armées irakiennes en Irak même, « sur la base de la formation actuelle des officiers irakiens en Jordanie ». Il a également annoncé que l'OTAN a débuté la semaine précédente l'envoi d'avions appartenant au Système de détection et de commandement aéroporté (SDCA) en appui à la Coalition [dirigée par les États-Unis] luttant contre l'EI.

Cette formation est présentée comme quelque chose de nouveau et de non agressif alors que dans les faits elle va de pair avec l'intervention américaine en cours en Irak et les tentatives de prendre le contrôle du pays et de ses institutions publiques. Au plus fort de l'occupation ouverte de ce pays par les États-Unis (2004 à 2011), l'OTAN a également participé à la formation de 15 000 officiers irakiens à l'intérieur du pays.

Plus récemment, l'OTAN a déclaré « qu'en réponse à une demande du gouvernement irakien », elle a accepté d'offrir « un ensemble de mesures de renforcement de la capacité de défense afin de fournir une aide dans un certain nombre de domaines prioritaires, y compris la lutte contre les engins explosifs improvisés, le déminage, la réforme du secteur de la sécurité, la médecine militaire et la planification militaire civile ». La première phase de formation a débuté en avril, avec un cours « de formation des formateurs » fourni à 350 officiers irakiens en Jordanie.

Des responsables ont indiqué qu'en plus de former des policiers, le Canada forme les forces de sécurité jordaniennes dans le cadre de l'opération Impact pour appuyer « la capacité de la Jordanie à prévenir et à réagir aux activités terroristes ». Entre autres choses, il est rapporté que cela veut aussi dire aider la Jordanie à mener « un suivi et une identification accrus des activités terroristes et criminelles le long de ses frontières ». On peut supposer que ce serait un rôle pour les forces spéciales.

Notes

1. Lors du Sommet de Galles en 2014, il a été décidé de « renforcer les capacités de la Force de réaction de l'OTAN (NRF) afin de s'adapter aux nouveaux défis posés par la Russie en matière de sécurité et aux risques provenant du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ».

L'OTAN décrit la NRF comme « le fer de lance de l'alliance. C'est une force de réaction rapide sur terre, en mer et dans les airs. Elle peut défendre tout allié, être déployée n'importe où et faire face à toute menace . »

« Il a été décidé d'intégrer une Force opérationnelle interarmées de très haute disponibilité (VJTF) dans la structure globale de la NRF, d'augmenter la taille de la NRF à 40 000 et de fournir à l'OTAN un ensemble de forces aériennes, terrestres, marines hautement flexibles et disponibles à court avis. La VJTF comprend une brigade multinationale (d'environ 5000 soldats), y compris jusqu'à cinq bataillons engagés dans des manœuvres, soutenus par les forces aériennes, marines et spéciales. Une fois pleinement opérationnelle, deux brigades supplémentaires se grefferont à la VJTF, en tant que capacité de renfort rapide, en cas de crise majeure. Lorsqu'elle sera activée, la force sera disponible pour agir immédiatement, après les premiers avertissements et les indications de menaces potentielles, avant qu'une crise ne commence, afin de dissuader éventuellement une nouvelle escalade. Le déploiement rapide de cette petite unité militaire bien entraînée enverra un message très clair à tout agresseur potentiel : ' toute tentative de violer la souveraineté d'un pays membre de l'OTAN aboutira à un engagement militaire décisif de la part des 28 pays alliés ' ».

(sources : OTAN, Globe and Mail, RT, Reuters, Xinhua, Tass, teleSUR, Press TV)



Renforcement des forces militaires canadiennes en Europe de l'Est et dans les États baltes

À la fin octobre, le ministre de la Défense Harjit Sajjan a effectué une visite de trois jours en Belgique et en Lettonie. On lit dans un communiqué du ministère de la Défense (MDN) publié le 28 octobre que pendant le voyage, Sajjan « a fait avancer le rôle du Canada en tant que l'un des quatre pays-cadres de l'OTAN, chacun un élément clé dans le renforcement de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN dans l'Europe centrale et dans l'Europe de l'Est ».



Le communiqué poursuit : « Alors qu'il participait à la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN, à Bruxelles, en Belgique, le ministre Sajjan a assisté à de nombreuses réunions du Conseil de l'Atlantique Nord et a rencontré des représentants de l'Albanie, de la Lettonie, de la Roumanie et de la France. Il a également participé à la discussion organisée par le RU sur la coopération en Ukraine avec les États-Unis, la Pologne et la Lituanie. »

La Lettonie

Le 8 juillet, au cours du Sommet de l'OTAN à Varsovie, le premier ministre Trudeau a annoncé, pour le début de 2017, l'engagement d'une force opérationnelle qui comprendra jusqu'à 455 membres du personnel « pour appuyer la présence avancée renforcée de l'OTAN » en Lettonie. L'engagement comprend l'élément de commandement du groupement tactique, une compagnie

d'infanterie mécanisée, le soutien logistique au combat ainsi que les véhicules et le matériel.

La dépêche du MDN rapporte que « [e]n Lettonie, le ministre Sajjan a aussi rencontré le président, Raimonds Vējonis, le ministre de la Défense, Raimonds Bergmanis, et le ministre des Affaires étrangères, Edgars Rinkēvičs. Après ces réunions, le ministre Sajjan a aussi fait partie du premier groupe d'experts lors de la Conférence de Riga, qui s'est penché sur le rôle de l'OTAN dans un environnement de sécurité complexe et en évolution. Aux marges de cette conférence, le ministre Sajjan a aussi rencontré le ministre de la Défense estonien, Hannes Hanso, et a visité la base militaire d'Adai, où des membres des Forces armées canadiennes seront envoyés en mission en 2017 ».

Pologne

À l'heure actuelle, le Canada compte également 220 soldats déployés en Pologne dans le cadre de ce qu'il appelle l'opération Reassurance qui est la contribution du Canada au renforcement des troupes et des opérations de l'OTAN aux frontières de la Russie en Europe centrale et orientale. Dans une entrevue accordée à CBC News en mai, le président polonais Andrzej Duda a déclaré qu'il espérait que le Canada augmenterait sa présence militaire dans son pays « pour dissuader l'agression russe ». Les autres engagements du Canada dans le cadre de l'opération Reassurance comprennent :

- Une frégate de la classe Halifax envoyée dans le cadre d'un cycle rotationnel continu pour exécuter des exercices et des tâches opérationnelles, par exemple la surveillance et le contrôle essentiellement avec le commandement maritime de l'OTAN. Les navires ont été déployés dans les mers Baltique, Méditerranée, Noire et Egée ; et
- Une force opérationnelle aérienne composée de six chasseurs CF-18, avec les équipages aériens et le personnel de soutien, qui mèneront des opérations périodiques de surveillance et de police aériennes « dans les zones de responsabilité de l'OTAN » et qui participeront à des activités d'entraînement interarmées avec d'autres pays. La force opérationnelle aérienne a été déployée en Roumanie pour des exercices conjoints et en Lituanie pour participer au « contrôle aérien » de l'OTAN dans la région baltique.

La Roumanie

Lors de la réunion de Bruxelles, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a également annoncé que le Canada serait parmi ceux qui contribueront à une brigade multinationale dirigée par la Roumanie dans la région de la mer Noire. Selon le MDN, le Canada aura des F-18 stationnés en Roumanie et une frégate en mer Noire. Il n'est pas clair si cela s'ajoute à l'engagement antérieur du Canada de six avions de combat dans le cadre de son opération Reassurance.

L'Ukraine

L'opération Unifier est le nom de la mission de formation militaire du Canada en Ukraine, en vertu de laquelle 200 membres des Forces canadiennes fournissent actuellement des services de renforcement des capacités des forces armées ukrainiennes (formées de forces régulières et de milices néonazies de la Garde nationale), coordonnée avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres pays. La mission a débuté au cours de l'été 2015 et devrait durer jusqu'au 31 mars 2017. L'aide militaire n'est qu'une composante du soutien multiple du Canada au gouvernement de Poroshenko porté au pouvoir en Ukraine par un coup d'État. Le 19 septembre, le gouvernement Trudeau a déposé devant le Parlement l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine. Il a été signé

le 11 juillet lors d'une cérémonie tenue à la suite du sommet de l'OTAN à Varsovie.

Le 1er octobre, le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, a annoncé « jusqu'à 8,1 millions \$ en nouveaux fonds pour soutenir la police nationale d'Ukraine ». Le financement sera assuré par le nouveau Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP) du Canada, qui, selon le gouvernement, financera « des opérations de paix ».



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca